

Directeurs-Gérants :

F. DE RODAYS A. PÉRIER
Rédacteur en chef. Administrateur.

SECRÉTAIRE DE LA RÉDACTION :

Gaston CALMETTE

TÉLÉPHONE 102.46 Rédaction
102.47 Administration

ANNONCES ET RÉCLAMES

Agence P. DOLLINGEN, 16, rue Grange-Batelière

LE FIGARO

H. DE VILLEMESSANT

Fondateur

RÉDACTION
ADMINISTRATION — PUBLICITÉ
26, Rue Drouot, 26 — PARIS

ABONNEMENT

	Trois Mois	Six Mois	Un An
Seine, Seine-et-Oise.	15	30	60
Départements.	18	37	75
Union Postale.	21	43	86

On s'abonne dans tous les Bureaux de Poste de France et d'Algérie.

Lettres d'un Conservateur

D'un château du Morvan,
20 juin.

Il y a déjà plus de vingt ans de cela, comme le temps passe, tout de même ! — mon fils le lieutenant commençait à décliner « rosa, la rose » avec un jeune abbé. L'autre, le sergent, venait d'être sévère. J'habitais avec ma petite famille rue de Penthièvre. J'étais Parisien, j'allais au cercle, j'allais aux courses, je baillais le père Grévy, je considérais Jules Ferry comme une sorte d'antéchrist, avec son fameux article 7. Vous rappelez-vous ce que c'était l'article 7 ? L'enseignement supérieur, et il disait ceci :

Nul n'est admis à participer à l'enseignement public ou libre, ni à diriger un établissement de quelque ordre que ce soit, s'il appartient à une congrégation religieuse non autorisée.

La Chambre vota cet article 7 le 9 juillet 1879, par 347 voix contre 143.

Si je n'avais pas peur de voir mon masque soulevé, je vous dirais que sans moi il n'y aurait eu que 142 voix.

Ferry transporta aussitôt la loi devant le Sénat. La Commission sénatoriale qui fut nommée pour l'examiner se prononça contre l'article 7 à une voix de majorité seulement ; puis les Chambres allèrent en vacances.

Ce fut un tapage considérable pendant tout l'été et tout l'automne. Des Conseils généraux émettent des vœux en faveur de l'article 7. Ferry fit des voyages à Bordeaux, à Toulouse, à Perpignan, exprès pour le recommander à la sympathie des populations. Puis, quand les travaux législatifs reprirent, la bataille s'engagea devant la Chambre haute. La lutte fut longtemps douteuse entre Jules Ferry et Jules Simon qui était rapporteur. Les deux athlètes étaient des plus intéressants. L'un, âpre, dur, rugueux, violent, tout d'une pièce ; l'autre, souple, insinuant, félin, distoqué, fluide. On eût dit d'un duel entre un alligator et une panthère. Ce fut Jules Simon qui l'emporta, et en mars 1880 l'article 7 était repoussé par le Sénat.

Immédiatement, Ferry répondit par les décrets du 27 mars. Il en avait deux. Le premier donnait à la Société « dite de Jésus » trois mois pour se dissoudre et évacuer les bâtiments qu'elle occupait sur la surface du territoire de la République. Le second décret donnait aux autres congrégations non autorisées trois mois pour produire leurs statuts et demander l'autorisation.

Les congrégations, malgré les conseils de M. de Freycinet, refusèrent de se soumettre à l'arbitraire gouvernemental, et lorsque les délais furent expirés, on exécuta les décrets, d'abord contre les Jésuites.

Comme tous mes amis, mes camarades, les gens de mon monde, j'étais très surexcité. J'ai vu enfoncer les portes chez les Jésuites de la rue de Sévres. J'ai vu expulser brutalement les religieux. J'ai vu encore sur la réine la vision de ces pauvres bonnes gens que les sergents de ville jetaient sur le pavé et qui s'en allaient, devant le sourire triomphal de M. Camille Pelletan et sous l'œil à demi clos de M. le préfet de police Andrieux, lequel se promenait de long en large sur le trottoir qui borde le square du Bon-Marché. Le supérieur des expulsés lui ayant demandé la faveur d'un entretien, cet homme distingué chercha des gants dans sa poche et les mit. Ils étaient de couleur gris-vert. C'était très chic ; à ce moment-là on ne disait pas encore « smart ».

J'ai vu, depuis, un certain nombre de ces vieillards qui étaient dans la maison de la rue de Sévres, occupés à des travaux scientifiques ou littéraires, sont morts de chagrin et d'isolement.

Plus tard seulement, on commença à parler de l'hiver, on exécuta les autres ordres, et je pris personnellement part à leur défense, si l'on peut appeler défense une formalité qui consistait à se mettre deux citoyens dans la cellule de chaque religieux expulsé pour lui servir de témoins et homologuer sa protestation.

Nous obéissions à un Comité de défense religieuse et j'avais été désigné pour aller prêter mon concours aux Capucins de la rue de la Santé. J'arrivai à mon poste par une froide nuit d'hiver. La porte du couvent était barricadée, et il fallut montrer patte blanche pour y pénétrer. Au petit jour, les portes de la chapelle qui donnaient sur la rue s'ouvraient, et bientôt cette chapelle fut pleine de femmes. L'autel était garni de chandeliers et de candélabres dont les cierges et les bougies étaient allumés, et au milieu de toutes ces flammes le Saint Sacrement était exposé.

Bientôt, on vit apparaître à la porte le commissaire de police Clément, avec ses agents. Il avait été décidé qu'on commencerait par vider l'église, et que le couvent ne serait forcé qu'après. J'avais donc du temps devant moi et j'étais venu me placer dans la tribune derrière l'autel, d'où j'embrassais d'un coup d'œil toute la scène.

À l'arrivée des agents, le Père capucin qui présidait entonna l'Ave maris Stella, que toutes les femmes se mirent à chanter. Les sergents de ville commencèrent à travailler. Ils empoignèrent les femmes une par une et, en se mettant à quatre par femme, ils les emportèrent littéralement dehors. Cela dura longtemps, car les femmes s'accrochaient où elles pouvaient, après les bancs, après la table de communion, après les grilles du chœur. Et l'Ave maris Stella continuait.

Mais peu à peu la colère, l'émotion, l'indignation, l'exaltation faisaient monter les voix, et les dernières strophes de l'hymne furent chantées sur un ton aigu, aigre, perçant, douloureux. Je me disais

dans mon observatoire : « Mon Dieu ! que ces gens-là sont bêtes et méchants ! Qu'est-ce que ça peut leur faire que ces femmes chantent l'Ave maris Stella ? Quel mal font-elles ? »

A ce moment, les Capucins parurent, précédés de leur grande croix de bois, pour faire la levée du Saint Sacrement, et ils entonnèrent le Tantum ergo.

C'était très émouvant, parce qu'on sentait dans ces voix d'hommes succédant aux chants de femmes les mêmes douleurs et les mêmes plaintes. On éteignait les cierges, et nous rentrâmes dans le couvent.

J'étais dans le vestibule avec le supérieur et le Père gardien, en face de la porte principale. Nous entendîmes bientôt approcher la police qui venait de fermer les portes de la chapelle et d'y mettre les scellés. Aux hommes de police s'étaient joints des pompiers, venus comme par hasard avec des pompes à bras et des haches. Le commissaire de police frappa, et le Père gardien lui ayant dit à travers la porte qu'il était chez lui, qu'en qualité de propriétaire il lui refusait l'entrée de son immeuble, le commissaire de police dit :

— C'est bien.

Et, s'adressant aux pompiers :

— Enfonchez la porte ! commanda-t-il.

Et les haches commencèrent à jouer. Au quatrième ou cinquième coup de hache, un panneau se détacha en même temps qu'un fragment venait à briser au front le docteur Récamié qui se trouvait près de moi. Et, dans la baie ainsi ouverte, je vis apparaître deux têtes de jeunes pompiers animés par l'action, les yeux brillants, les lèvres roussies, l'air terrible.

Le Père gardien s'avança vers Clément et lui dit en faisant le signe de la croix :

— Au nom du Père, du Fils et du Saint-Esprit, je t'excommunie !

— Et moi, je vous arrête, répondit Clément, qui le remit aussitôt entre les mains de quatre agents chargés de le conduire en prison. Puis, toutes les cellules furent forcées, tous les religieux expulsés, chacun avec ses deux témoins.

Je rentrai chez moi, rue de Penthièvre, d'où le krach de l'Union générale allait bientôt me déporter dans ce pays-ci, que je me suis mis à aimer et qui gardera mes os, après avoir abrité ma vie.

Quelques temps après cette expédition pacifique, je pus lire dans les journaux les détails d'une grande opération militaire, dans laquelle M. le général Billot se couvrit de gloire. Il s'agissait de réduire l'abbaye de Figeac. Le vaillant général prit des dispositions stratégiques qui firent l'admiration des contemporains et qui resteront un modèle pour les chefs militaires mis en face de semblables difficultés. Il répartit si intelligemment son infanterie, il fit un usage si judicieux de sa cavalerie, il posta si avantageusement son artillerie qu'au bout de quelques jours les Pères de Figeac se rendirent à merci.

Au fait, pourquoi est-ce que je vous raconte tout cela ? Vous vous le demandez sans doute. C'est pour vous faire remarquer qu'à cette époque-là l'idée ne nous vint même pas de répondre par des avanies personnelles aux décrets barbares, répugnants et bas qu'avait signés M. Jules Grévy et que venait de faire exécuter M. Jules Ferry. Jules Grévy venait aux courses cependant, et Jules Ferry aussi. Nous ne leur avons jamais rien dit. Et cependant ils nous avaient persécutés comme catholiques, et même comme particuliers et comme pères de famille. Et cependant ils venaient de nous imposer cette humiliation épouvantable, de voir notre armée, à laquelle nous avions tout sacrifié parce que nous voyions un outil de revanche, faire le siège d'une abbaye française, au lieu de nous rendre les villes ravies !

Voilà ce que nous avons vu dans ma génération, sans cesser d'être courtois. Cela prouve évidemment que nous étions des êtres insuffisants, qui n'avaient pas su nous défendre, puisque aujourd'hui d'autres mœurs ont prévalu, qui doivent vraisemblablement nous procurer enfin les revanches que nous n'avons pas su prendre.

Peut-être avons-nous eu tort de nourrir la conception du rôle de conservateur à laquelle nous avons conformé nos actes ! Peut-être même, l'armée, qui metait sa coquetterie à ne parler que par la bouche du ministre de la guerre, errait-elle ! Peut-être les choses auraient-elles mieux tourné si elle avait inauguré plus tôt le nouveau genre d'éloquence militaire, les polémiques entre les journaux et les généraux qui ont une sauvegarde particulière et si neuve, et qui nous chagrent un peu des poncifs d'autrefois, tels que : « Soldats ! du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplent ! »

Tout cela est bien possible. Je n'en sais rien, par exemple ; car je suis un peu troublé.

Le vieil abonné.

AU JOUR LE JOUR

LA VOITURE ÉLECTRIQUE

L'électricité sera un jour la reine des routes. Elle mettra au rang des souvenirs et des légendes le grand et lourd mail-coach qui, quelque élégant, quelque select qu'il soit, malgré son riche et fringant attelage, n'a qu'un rayon limité.

Les Américains l'ont bien compris, et c'est sur les perfectionnements de la voiture électrique qu'ils ont porté tous leurs efforts. S'ils n'ont pas trouvé encore le secret de la machine à longues distances, du moins ils ont imaginé et construit le véhicule coquet, élégant — n'en déplaise à nos carrossiers parisiens — qui permettra à nos élégantes mondaines de faire leurs courses dans Paris ou en

villégiature, d'excursionner autour de leurs châteaux sans bruit, sans secousses et sans craindre surtout de voir leur toilette abîmée, sale. N'est-ce pas là, en effet, le point noir qui a tenu la femme éloignée de la voiture automobile ?

En parcourant la superbe exposition que l'Automobile-Club de France vient d'ouvrir dans le Jardin des Tuileries, nous avons vu la voiture idéale à ce point de vue. C'est la « Cleveland Car », construite par la Cleveland Machine Screw Co, une sorte de phaéton léger, sobre de lignes et de couleurs, que l'on confierait aisément à un enfant, tant sa conduite est facile et simplifiée.

L'ingénieur qui nous explique le maniement de la voiture a attiré surtout notre attention sur ce dernier point. Il nous disait, voulant nous en faire ressortir les avantages :

— En général, dans les voitures automobiles, le conducteur tient d'une main la direction, de l'autre, change ses vitesses, manœuvre les freins, pendant que les pieds, plus occupés encore, manœuvrent sans cesse, les pédales d'embrayage, de débrayage, de ralentissement et d'accélération... C'est, en somme, un homme orchestre, un organisme qui a à surveiller dix claviers différents et à la même minute.

M. Sperry, l'inventeur de la « Cleveland car », a imaginé un guidon qui contient tout cela : direction, changement de vitesse, arrêt, mise en marche ; tout ce que l'on peut avoir à demander à une voiture automobile s'obtient à l'aide de ce guidon suivant qu'on le relève ou qu'on l'abaisse de quelques lignes, qu'on le tourne sur lui-même plus ou moins à droite ou à gauche, et sans qu'un obstacle quelconque venant heurter la roue, puisse le faire dévier.

Et, en vérité, il nous a semblé bien difficile de construire plus simplement toute une série d'organes et de manœuvres. Ajoutez à cela que les accumulateurs chargés de fournir l'énergie électrique et d'actionner le dynamo sont dissimulés dans un coffre de dimensions restreintes, faisant corps avec la voiture elle-même sans la gêner, et permettant de parcourir de grandes distances sans avoir le souci du rechargement.

On nous dit : vous pourriez faire cent vingt kilomètres ; mettons-en cent et ce sera déjà suffisant, puisque d'après des statistiques publiées par le Touring-Club et l'Automobile-Club de France, on trouvera des sources d'énergie, des usines complaisantes tous les 80 kilomètres au moins.

La solution du problème serait-elle donc trouvée et le voyage en voiture électrique est-il devenu possible ? Il y a lieu de le croire, et d'en féliciter la Cleveland Co qui, d'ailleurs, toujours su se tenir au premier rang de la construction.

Mais son véritable succès, c'est la femme qui le lui fera, car c'est la voiture conçue pour elle, pour son élégance, sa délicatesse, pour sa main fine et gantée. C'est un bijou de mécanique mis aux mains de la grâce féminine.

Georges Bell.

Échos

La Température

Des pluies et des orages sont signalés sur tout l'Ouest de l'Europe ; en France, la pluie est tombée la nuit dernière à Marseille, Clermont, Biarritz, et à Paris où le baromètre était dans la matinée à 749 mm. La température s'abaissait généralement ; hier, le thermomètre était, à Paris, à 19° au-dessus de zéro à huit heures et à 21° 1/2 dans l'après-midi ; on notait 23° à Alger. En France, des ondées sont encore probables avec temps chaud dans l'Est et température moins élevée dans l'Ouest. Dans la soirée le baromètre restait à 751 mm.

Dièpre. — Thermomètre : 20° ; mer belle, temps doux.

Les Courses

A deux heures, Courses à Auteuil. Gagnants de Robert Milton :

Prix de la Cloche : La Henry Nourse.
Prix d'Apremont : Incroyable.
Prix Sazifrage : Tournay.
Prix du Chalet : Genlis.
Prix de la Mare : Glamis.
Prix des Veneurs : Castelvieilh.

A PROPOS DE L'ORAGE

La crise morale que traverse en ce moment-ci la France ressemble à l'orage d'avant-hier, qui a entraîné dans nos égouts toute une série de débris, couvrant l'espace où nous nous agitions, la superficie des toits aussi bien que celle des rues, et fournissant le vivre et le couvert à ces innombrables petits ennemis invisibles qui enfantent, transportent et propagent les maladies.

L'atmosphère morale, quand tout sera fini, se trouvera purifiée, et l'Exposition, qui paraît être devenue le cadet de nos soucis, s'ouvrira l'an prochain dans une France assainie.

Il faudra, c'est bien évident, que tous les spectacles cérébraux dont nous avons le spectacle lamentable soient apaisés et des pempers vers la France. On ne pourra plus décemment soutenir que tout étranger est un ennemi, lorsque l'Angleterre et toutes les puissances de la Triple Entente sur Paris des files ininterrompues de leurs enfants, désireux de s'instruire, peut-être, de s'amuser, sûrement, et de laisser dans la grande ville le plus qu'ils pourront de cet or de l'étranger que maudissent tant d'imbéciles.

Car l'or de l'étranger fait partie des arguments antirevisionnistes ; vieil argument qui a beaucoup servi en une époque lointaine : la Révolution française ; la Révolution dont, je l'avoue, la folie et les crimes m'ont paru inexplicables jusqu'à présent.

L'affaire Dreyfus a donné la clef du mystère. Nous avons trouvé les petits-fils de Marat. Nous avons trouvé Robespierre, Couthon, les Cordeliers. Nous voyons les mêmes fureurs qu'autrefois, les mêmes mensonges, les mêmes haines, les mêmes phrases, presque. Il n'y

manque que l'échafaud. Cette lacune provient de ce que nous avons encore une police à peu près organisée ; de ce que la société, très complexe, ne pourrait pas se prêter à des guillotinades ; de ce que les chemins de fer apportent régulièrement de quoi nourrir Paris, et surtout de ce que les Alliés ne sont pas en Champagne. C'est pourquoi les pourvoyeurs du coup d'État national vifèrent à vide et calmement sans résultat pratique.

Il ne doit pas échapper aux personnes qui comprennent ce qu'elles lisent, que les adversaires ne se servent pas du même langage. Ainsi, jamais personne parmi nous n'a été tenté de formuler contre le Conseil de guerre de 1894 les accusations qu'on a entassées sur la Cour de cassation. Nous n'avons jamais eu l'idée de prétendre que les officiers qui ont condamné Dreyfus avaient été achetés.

Pourquoi donc des gens qui paraissent jusqu'ici jouir de leur raison racontent-ils que les magistrats de la Cour de cassation se sont vendus ? Pourquoi les journalistes qui réclamaient la révision n'ont-ils jamais insinué que ceux qui les repoussaient avaient été achetés ? Et pourquoi les derniers ont-ils toujours accusé les premiers de vénalité ? Pourquoi les dreyfusards sont-ils accusés d'être les complices de l'étranger ? Et pourquoi poussent-ils la générosité et la courtoisie jusqu'à dire qu'au fond des fureurs de leurs contradicteurs il y a une idée de patriotisme mal comprise mais respectable ?

Il doit y avoir des gens en France qui se posent ces questions, et peut-être finissent-ils par conclure que la vérité est avec ceux qui n'injurient personne et ne calomnient personne. — J. CORNÉLY.

A Travers Paris

Le monument de Pasteur aux Champs-Élysées.

L'emplacement si longtemps cherché du monument de Pasteur, pour lequel on n'avait que provisoirement et faute de mieux désigné le carrefour Médicis, l'emplacement le plus convenable est enfin trouvé.

C'est Falguière lui-même qui en a eu l'idée, et devant son œuvre magistrale, entre une visite de MM. Duclaux et Valéry-Radot et celle de la Commission municipale des beaux-arts, il nous dressait hier sur un bout de papier le plan de l'avenue Alexandre-III avec ses deux palais et les restes du Palais de l'Industrie qui en masquent encore l'entrée.

Ne pensez-vous pas, nous disait-il, que la place de celui qui tous en France et hors de France regardent comme le plus grand homme de paix, de science et d'humanité du siècle qui finit soit ici en 1907 ?

Et, en quelques traits de crayon, Falguière réduisait le petit carré figurant le Palais de l'Industrie en un socle où se dressait le monument de Pasteur.

Tout en marbre, avec seulement une Renommée en bronze doré couronnant Pasteur, ce monument, qui couvrira neuf mètres carrés et aura huit mètres environ de hauteur, sera de proportions suffisantes, et pourtant ne pourra nullement, sur une avenue large de cent mètres, couper la perspective, qu'il embellira au contraire.

Le modèle, dont nous avons déjà donné la description, est en achèvement à grande échelle, et Falguière le livrera dès aujourd'hui aux praticiens, afin que l'œuvre soit placée et puisse être inaugurée au moment de l'ouverture de l'Exposition.

On sait que la télégraphie sans fils présentait jusqu'ici le grave inconvénient de ne pas assurer le secret des communications transmises. Cela tenait à ce que les ondes électriques produites par l'appareil transmetteur, s'élevant en rond en tous sens, pouvaient également influencer tous les récepteurs placés dans leur zone d'action.

On nous affirme qu'un savant italien, bien connu par ses travaux sur l'électricité, M. D. Tommasi, vient d'imaginer un dispositif ayant précisément pour but et pour effet d'empêcher qu'un message expédié par un poste de télégraphie sans fils puisse être intercepté par un poste intermédiaire, avant d'arriver à destination.

**

Il ne reste plus à M. Tommasi qu'à trouver le moyen de prévenir les accidents de voiture, dont les maîtres de la télégraphie sans fils ne sont pas plus indémunis que les communs des mortels.

Témoin M. Marconi, qui a failli être tué hier, par un cheval emballé, entre Boulogne et Wimereux, où ont lieu ses admirables expériences.

Heureusement, M. Marconi en sera quitte pour quelques fortes contusions, ce qui l'obligera à garder le lit cinq ou six jours.

Le général Duchesne aura bientôt terminé son enquête sur le rôle du général de Pellieux dans son enquête contre Esterhazy. Le général de Pellieux a, dit-on, longuement expliqué sa conduite qu'il croit inattaquable.

M. Loviot, architecte de la Société des artistes français, vient de terminer les plans du Salon de 1900, qui, ainsi que nous l'avons dit, doit être construit sur les terrains des anciens abattoirs de Grenelle, avenue de Breteuil, et dont les travaux devront commencer très prochainement, à cause de leur importance.

Sur un vaste quadrilatère à pans coupés, de trente-trois mille mètres de superficie, M. Loviot élève autour d'un jardin en partie couvert, réservé à la sculpture, soixante-six salles de peinture, disposées en une double rangée concentrique.

L'accès de la place de Breteuil au jardin de sculpture se fera par un vaste portique en hémicycle, et du jardin aux salles de peinture on accèdera par trois avenues situées en face et sur les côtés de l'entrée principale.

Le décor rappelle d'ailleurs, par son aspect général et son élégance, celui qu'avait su si bien aménager M. Loviot à la galerie des Machines.

Les frais s'élèveront à près d'un demi-million. Ils seront couverts par les deux Sociétés et en partie, on l'espère, par la contribution du Concours agricole et du Concours hippique.

C'est le 25 de ce mois que se réunira, sous la présidence du général de Chalendar, commandant la deuxième brigade de cuirassiers, le Conseil d'enquête appelé par M. Krantz, ministre de la guerre, à donner son avis sur le cas de M. Lasies comme lieutenant de cavalerie territoriale.

Comme député, M. Lasies a le droit d'attaquer le ministre de la guerre à la Chambre ; il s'agit de savoir s'il a le même droit comme journaliste, étant officier de territoriale.

Pendant deux jours, l'exposition des objets d'art et d'ameublement et des tableaux anciens dépendant de la succession de M. Ph. Sichel a attiré à la galerie Georges Petit la foule des collectionneurs. On a beaucoup admiré et aujourd'hui l'on commencera à se disputer les pièces rares de cette collection.

La première vacation est consacrée aux tableaux, dessins et gouaches ; les enchères seront dirigées par M. Paul Chevallier et Georges Duchesne, assistés de MM. Mannheim et H. Haro, experts.

INSTANTANÉ

M. LÉON DEVIN

Le nouveau bâtonnier de l'Ordre des avocats. Cinquante-cinq ans. Inscrit au barreau depuis 1865, débuta sous le patronage de Nicot, qui fut célèbre.

Vous cherchiez en vain son nom dans des procès à sensation ou à scandale. Avocat d'affaires, rien que cela et tout cela, ne se complait qu'aux discussions juridiques ardues, compliquées. Va simplement au bar, sans périodes oratoires, répétant les sortilèges de l'éloquence, clair, précis, le Code en main, véritable casiste du droit.

Un mot, qui n'est pas de lui, le peint tout entier. A l'issue d'un gros procès civil qu'il avait gagné, comme il demandait à son adversaire : « Vous ne m'en voulez pas trop ? » l'autre, un journaliste que l'on connaît bien à Figaro, lui répondit : « Si peu, mon cher maître, que si jamais je reviens devant le Tribunal avec une affaire difficile, c'est à vous que je la confierai ! » Hommage mérité à l'adresse d'un homme qui sut toujours demeurer courtois dans la lutte et posséder l'art de séduire en développant un simple texte de loi.

Inconnu, ou presque, des habitudes de la salle des pas-perdus. Poli sans obséquiosité ; dédaigneux peut-être dans sa politesse. N'a pas d'histoire et pas d'ennemis.

Signe particulier : Fut trois fois candidat au bâtonnat, en 1893, en 1895, en 1897. A si peu modifié ses idées en six ans que, sur la copie de son discours d'hier, on remarquait à peine dix lignes écrites en marge, d'une encre nouvelle.

Les maisons hantées.

La pioche des démolisseurs vient de faire disparaître un hôtel à deux étages, précédé d'un petit jardin, qui formait l'angle des rues de Berne et de Moscou. Depuis de nombreuses années un simple écriteau accroché sur la porte indiquait, — inutilement d'ailleurs — que l'immeuble était à louer. Dans le quartier de l'Europe, où cet hôtel, toujours désert, était forcément remarqué par les voisins, le bruit courait — à tort ou à raison — qu'il avait été jadis le théâtre de phénomènes spiritiques demeurés inexplicables. La légende, naturellement, avait fait son œuvre. On allait jusqu'à dire que tous les soirs, vers minuit, des bruits étranges retentissaient dans les différentes pièces de la maison, ce qui la rendait inhabitable.

Qu'y a-t-il de vrai dans cette mystérieuse histoire ? Nul ne le saura désormais. Dans quelques mois, sur les ruines de l'hôtel, s'élèvera un immense immeuble à cinq étages, avec un bon concierge pour gardien, qui, certainement, ne laissera pas passer les esprits frappeurs.

Bien que toutes les voitures exposées au Jardin des Tuileries aient dû aller à Versailles pour prouver qu'elles marchent, bien des personnes trouvent néanmoins que cette exposition est un peu une exposition de carrosserie.

Comment ça marche-t-il ? se demande-t-on.

Parmi les exposants, MM. Gobron et Brillié, plus malins peut-être, ont trouvé un champ d'expériences en pleine exposition, sur la rampe du Jeu de Paume, et l'on peut voir, là, fonctionner un de leurs véhicules qui se fait remarquer surtout par l'absence de toute trépidation, tandis qu'à leur stand sont les échantillons de leurs voitures élégantes et luxueuses.

Qualité du moteur et élégance du véhicule, c'était le problème à résoudre. MM. Gobron et Brillié l'ont résolu.

Hors Paris

De notre correspondant de Vienne : « Les bulletins publiés aujourd'hui sur la santé de l'Empereur sont satisfaisants et font entrevoir un rétablissement complet d'ici à quelques jours. Sa Majesté quittera Vienne la semaine prochaine pour aller à Ischl, où elle fera son séjour annuel. »

Nouvelles à la Main

— Jeunes gens, recommande le professeur, veuillez bien sur toutes vos paroles, sur tous vos actes, de là dépendent les jugements que l'on portera sur vous.

— Mais, proteste un indiscipliné, je n'ai jamais vu juger les hommes que sur des paroles dites en l'air, et des actes commis par distraction.

— Voyons, quelle est au juste votre opinion sur X... ? Vous avez, quand on en parle, un air singulier. Est-ce un honnête homme ?

— Alors, c'est une canaille ?

— Je ne crois pas... c'est un de ces êtres dont on dit : Quel dommage !

Au cercle, entre sportsmen : — Alors, Bourgeois ne veut pas se charger de constituer un ministère ?

— Non ; il entend que son rôle se borne à supprimer les obstacles.

— Il doit s'y connaître en obstacles, puisqu'il arrive de... La Haye !

Le Masque de Fer.

L'INCIDENT DE LA ROCQUE

Il y a quelques jours, on annonçait que le ministre de la marine avait désigné, pour une inspection dans nos colonies, M. le général d'artillerie de marine de La Roque, actuellement disponible.

Le lendemain une information officielle démentait la nouvelle, donnée par un de nos confrères, que le général de La Roque ne pouvait pas être désigné pour cette inspection, par la simple raison qu'il avait, depuis deux mois, sollicité son admission à la retraite. Notre confrère ajoutait, d'ailleurs, que le général avait accompagné sa demande de retraite d'une lettre injurieuse pour le ministre.

Le communiqué officieux dont nous venons de parler démentait à la fois et l'existence de la demande de retraite et l'envoi de la lettre injurieuse.

Mais, hier matin, notre confrère, qui se dit fort bien renseigné, maintenait sa première version et insistait tout particulièrement sur la lettre d'injures.

Les choses en étaient là, lorsque hier soir un autre de nos confrères publiait la dépêche suivante :

Président de la République, palais de l'Élysée. Général de La Roque protesta énergiquement contre décret préparé par le ministre de la marine pour mise à la retraite, décret appuyé sur assertions inexactes. Profond respect.

LA CHAMBRE

Mercredi, 21 juin.

SÉANCE BLANCHE

Encore plus blanche que celle de lundi dernier. La plupart des députés sont à leur poste; mais le public ne s'est pas dérangé. Les tribunes sont presque vides. On avait pourtant répandu le bruit que la prolongation de la crise déchaînerait quelque tempête parlementaire; les amateurs n'y ont pas cru.

Après la lecture du procès-verbal, M. Decrais rectifie un de ses votes, et immédiatement le président, M. Paul Deschanel, demande à la Chambre quel jour elle veut se réunir: «Lundi! Demain! La permanence!» Mais c'est lundi qui paraît avoir la majorité.

Vainement M. Magnaudé essaie de renouveler son petit coup de lundi; avec des gens avertis, la surprise est impossible.

M. Magnaudé. — Je viens, comme lundi dernier, demander à la Chambre de ne pas s'ajourner du tout. Je ne pense pas que les collègues qui ont voté avec moi ce jour-là se fassent à eux-mêmes l'injure de se déjuger. La présence des ministres n'est pas indispensable pour faire les affaires du pays.

Cette invitation laisse la Chambre assez froide et au cri: «Lundi! lundi!» qui retentit avec une nouvelle force, M. Magnaudé doit comprendre qu'il s'escrimera dans le vide. Aussi laisse-t-il la parole à son copain Berton qui recommence la même antienne. Cet honorable député semble convaincu qu'on peut discuter tranquillement une loi sur les conditions du travail, sans connaître l'opinion du gouvernement.

Une douzaine de collègues l'applaudissent, mais la conviction leur manque. On sent qu'il n'y a, sous cet étalage de zèle, qu'une petite gaminerie, ou même une hypocrisie de généraux qui espèrent, en siégeant, mettre des bâtons dans les roues du futur, du très prochain ministère.

La demande de scrutin qu'ils ont eu soin de déposer et sur laquelle ils comptaient pour entraîner les timides aboutit simplement à les couvrir de confusion. Le renvoi à lundi est voté à une majorité comme on n'en fait plus, 382 contre 175, 207 voix d'écart.

Il ne reste à ces faux laborieux qu'à se replier en bon ordre. M. Deschanel lève la séance et on s'en va pointer dans les couloirs.

Pas-Perdus.

Le PETIT PAIN RICHELIEU 92 ne se trouve qu'à la Boulangerie Viennoise, 92, rue Richelieu.

L'EAU A PARIS

Il est actuellement démontré que l'eau est le véhicule des microbes. Il faut donc que le public ait à sa disposition une eau absolument pure. L'usage de l'Eau Gazeuse Schmolz, eau de source stérilisée, ayant obtenu les plus hautes récompenses aux Expositions, s'impose à tous ceux qui, dans leur intérieur ou en voyage, ne sont pas sûrs de la pureté des eaux qu'on leur présente.

LE MONDE RELIGIEUX

M. IRELAND ET LES JÉSUITES. — GRAVE INCIDENT A LA CONFÉRENCE OLLIVANT. — DÉMISSION COLLECTIVE DU PRÉSIDENT ET DES MEMBRES DU BUREAU.

Que de fois n'a-t-on pas accusé les élèves des Jésuites de manquer de caractère! Or ceux qui sont l'objet de cette injuste accusation ne se donnent pas tous les jours la peine d'en démontrer l'injustice. Il me paraît d'autant plus intéressant de raconter l'incident — d'ailleurs assez sérieux — lui-même et dans ses circonstances — qui vient de se produire à la conférence Ollivant, dont le bureau tout entier, y compris son président, M. Bazire, lequel est aussi le président de l'association de la Jeunesse catholique, n'a pas hésité à remettre sa démission au R. P. Havret, directeur-aumônier de la Conférence, à la suite d'une injure grave faite par ce religieux à l'éminent archevêque de Saint-Paul, Mgr Ireland.

Voici les faits: Le président de la conférence Ollivant, d'accord avec le directeur, avait invité Mgr Ireland à présider la séance annuelle de clôture, fixée au 20 juin. Mgr Ireland avait accepté.

En conséquence, M. Bazire lança, à la date du 7 juin, les lettres ordinaires de convocation, en annonçant que la réunion serait présidée par Mgr Ireland et que l'illustre prélat prononcerait un discours à cette réunion.

Deux jours plus tard, l'Autorité publiait un article anonyme où Mgr Ireland était violemment pris à partie. Par cet article, les Jésuites se trouvaient nettement mis en demeure de refuser la parole au prélat.

Obéissant à cette mise en demeure, le P. Havret fit savoir à ses étudiants, par une circulaire en date du 12 juin, que la séance annuelle de clôture de la Conférence Ollivant n'aurait pas lieu.

Sur l'énergique protestation de M. Bazire et des membres du bureau, le P. Havret revint sur sa décision et engagea, avec Mgr Ireland, tour à tour invité, évité et réinvité, des négociations entortillées dont l'archevêque ne fut point le digne et auxquelles il coupa court de manière à établir clairement les responsabilités.

Résultat définitif: Le président et les membres du bureau de la Conférence Ollivant écrivirent et signèrent collectivement deux lettres: l'une adressée à Mgr Ireland, pour lui présenter leurs excuses et leurs respectueuses sympathies; l'autre, à leur Père directeur pour lui donner leur démission très motivée.

Cet incident est symptomatique d'un singulier état d'âme. Il montre que les adversaires de Mgr Ireland, qui se confondent — ne l'oublions pas — avec les adversaires de la politique de Léon XIII dont le prodigieux retour à la santé déjoua tous leurs plans, ne reculent pas devant le ridicule des moyens pour atteindre l'odieux du but.

Je pense bien toutefois que le P. Havret, un moment oublieux des traditions de courtoisie de la Compagnie de Jésus, n'a été dans cette affaire qu'un instrument, et qu'il n'a pas compris le rôle qu'on lui faisait jouer. Il a d'ailleurs joué

Le Retour

PAR HERMANN-PAUL



— Enfin! je vais pouvoir remercier M. Félix Faure!

LES COLONIES

LA DÉFENSE MILITAIRE

Depuis certain décret du 3 février 1890, c'est le ministère civil des colonies qui est chargé de la défense militaire de notre territoire colonial, au même titre que le ministère de la guerre est chargé de la défense de notre territoire continental.

Quant au ministre de la marine, son rôle se borne à former des soldats d'infanterie et d'artillerie de marine qu'il remet ensuite à son collègue des colonies. C'est exactement comme si le ministre de l'intérieur, dont relève l'Algérie, était chargé de la défense de cette possession africaine avec les troupes du département de la guerre qui y séjournent.

Ces dispositions, basées sur un simple décret et essentiellement mauvaises, nous ont conduits à un véritable désarroi dont il serait prudent de sortir, sans perdre de temps. M. Cavaignac lui-même a qualifié cette situation en disant qu'elle était un véritable défi au bon sens.

La Commission de la marine de la Chambre, qui réclame si sagement et avec tant d'ardeur le maintien des troupes coloniales au ministère de la marine, devrait, du même coup, faire régler par une loi cette grave question de la défense des colonies.

Tout récemment, dans des circonstances critiques, on a constaté en fait de défense extérieure ce qu'a produit l'étrange système créé par le décret de 1890; il nous serait pénible d'y insister. Mais, au simple point de vue de la défense intérieure, c'est-à-dire du maintien de l'ordre, le ministère des colonies a-t-il au moins pris les mesures indispensables pour assurer la sécurité de notre territoire colonial? Il est permis d'en douter, quand on considère ce qui se passe depuis 1898, à la Guadeloupe ou l'on pille et incendie impunément.

Dernièrement, l'honorable sénateur, M. Isaac, interpellant le ministre des colonies sur les graves désordres de la Guadeloupe, a trouvé simple et naturel d'en rendre responsable le gouverneur. Mais, en conscience, on ne voit pas avec quels éléments le gouverneur aurait pu maintenir l'ordre. M. Isaac, qui est originaire des colonies, qui a été fonctionnaire colonial, serait-il seul à ignorer que le gouverneur de la Guadeloupe était absolument désarmé, grâce aux théories fantaisistes que professe le pavillon de Flore sur les nécessités que comporte la défense intérieure de nos colonies en général et de la Guadeloupe en particulier? Pour s'en convaincre et mettre le gé-

ral colonial en pleine lumière, il suffit de consulter le budget militaire de la Guadeloupe pour 1898: jusqu'à cette époque, la garnison de la Guadeloupe se composait d'une maigre compagnie d'infanterie de marine de 121 hommes. Pour le budget de 1898 nous voyons cette compagnie radicalement supprimée; or, c'est précisément en 1898 qu'ont éclaté les désordres de la Guadeloupe.

La conclusion à tirer de ces faits regrettables est bien simple: il y a trop longtemps que, par suite de l'ingérence déplacée de l'administration civile des colonies dans le domaine militaire, règne le gâchis colonial. Pour remettre tout en ordre, il faut, comme en Algérie, établir un partage bien net entre les attributions légitimes des deux ministères en présence. Au ministère civil des colonies le soin de bien administrer et de mettre en valeur notre territoire colonial; au ministère militaire de la marine, le rôle technique d'occuper et de défendre militairement nos possessions d'outre-mer.

Marc Landry.

LA SOMATOSE

Médecins et chimistes se sont depuis longtemps ingéniés à extraire la quintessence de certains aliments pour les remplacer par des substances plus condensées, plus faciles à digérer et douées, à volume égal, d'une richesse nutritive plus élevée.

Le but de ces recherches était d'alléger la somme de travail imposée à l'estomac.

La Somatose, extraite du suc des seules parties nutritives de la viande, a résolu le problème mieux que tout autre, — c'est aujourd'hui un fait avéré.

Gazette des Tribunaux

1^{re} CHAMBRE DU TRIBUNAL CIVIL DE LA SEINE: La catastrophe de la Bourgogne. — NOUVELLES JUDICIAIRES.

Nous avons déjà dit un mot du procès intenté par Mme Régal, veuve de l'un des victimes de la Bourgogne, contre la Compagnie Transatlantique, devant la 1^{re} Chambre du Tribunal de la Seine.

Rappelons brièvement les faits: La Bourgogne avait quitté le port de New-York le 2 juillet 1897, en destination de la France. Deux jours après son départ, vers cinq heures et demie du matin, un abordage se produisit, par un brouillard épais, entre notre navire français et le voilier anglais, le *Cromartyre*. Quarante minutes après cet abordage, la Bourgogne sombra, entraînant la perte des nombreux passagers et d'une partie de l'équipage.

Parmi les victimes de cette catastrophe, se trouvait M. Régal, maître d'hôtel du Président de la République des Etats-Unis. Le malheureux rapportait avec lui

deux cent mille francs environ, toute une fortune laborieusement gagnée, qui fut engloutie.

En son nom et au nom de ses quatre enfants, sa veuve réclame maintenant une somme équivalente à la Compagnie Transatlantique, à titre de dommages-intérêts.

Après avoir entendu, à des précédentes audiences, M^{re} Ployer, avocat de la Compagnie, et M^{re} Henri Coulon qui défend les intérêts de la demanderesse, le président Beaudouin donnait, hier, la parole à M. le substitut Dervin pour le développement de ses conclusions, en cette importante affaire.

On sait que dans le billet de passage délivré par la Compagnie aux voyageurs, une clause existe aux termes de laquelle l'administration des Transatlantiques est exonérée de toutes responsabilités.

En réponse à cet argument, le ministère public s'est efforcé de démontrer que ladite clause ne saurait avoir la portée que la Compagnie y attache et qu'elle demeure inopposable aux victimes de la Bourgogne.

Ici un point de droit. Aux termes de l'article 216 du Code de commerce, tout propriétaire de navire est civilement responsable des fautes du capitaine; mais il peut, dans tous les cas, s'affranchir de ces obligations par l'abandon du navire et du fret.

D'après M. le substitut, cette disposition ne serait pas applicable si la Compagnie transatlantique avait commis des fautes personnelles. Mais, les divers griefs relevés de ce chef lui semblent devoir être écartés. Au contraire, l'article 216 ne peut pas être opposé aux héritiers des victimes, si la catastrophe provient de fautes imputables au capitaine ou l'équipage. Et, tel serait le cas, d'après le substitut du procureur de la République.

Après un long exposé juridique et une appréciation excessive des fautes commises par le commandant Deloncle, «dont il ne veut pas toutefois diminuer l'héroïsme», M. Servin conclut en demandant au Tribunal de reconnaître la responsabilité de la Compagnie transatlantique, et de prononcer une condamnation en dommages-intérêts.

Mais M. le substitut déclare qu'il faut, en vertu des principes du droit, donner en même temps acte à la Compagnie de l'abandon du fret et du vaisseau, qu'elle offre de faire pour désintéresser les héritiers des victimes.

Le jugement sera rendu à huitaine.

Les procès de presse. Les magistrats de la 9^e Chambre, présidée par M. Rouleau, ont rendu hier plusieurs jugements, dans des procès en diffamation.

M. Judet réclame 10,000 francs de dommages-intérêts à M. Chambré, gérant, à MM. Marinville et Verdac, rédacteurs du *Sicte*. M. Marinville a été mis hors de cause par le Tribunal. MM. Chambré et Verdac ont été condamnés à 500 francs d'amende et 5,000 francs de dommages-intérêts, solidairement.

M. Judet poursuivait encore le *Sicte* en la personne de M. Yves Guyot, son directeur, et de M. Chambré, son gérant, pour des articles parus postérieurement à la première poursuite. M. Guyot et M. Chambré ont été acquittés et le demandeur condamné aux dépens.

Dans son jugement, le Tribunal déclare «que les articles ne contenant pas les délits d'injures et de diffamation et qu'on ne peut voir dans les expressions quelquefois un peu vives employées par les rédacteurs des articles au cours d'une polémique ardente et souvent même violente, qu'un défaut de courtoisie dont Judet ne saurait se plaindre surtout si l'on constate que dans ses propres articles il n'a pas conservé cette modération dont il reproche à ses adversaires de s'être départis.»

A son tour, le gérant du *Sicte* poursuivait M. Lasseur, gérant du *Petit Journal*, ainsi que MM. Judet et Marinoni, pour injures et diffamations, et demandait 10,000 francs de dommages-intérêts. Les magistrats ont prononcé une amende de 1,000 francs et 5,000 francs de dommages-intérêts à payer par M. Lasseur. MM. Marinoni et Judet sont mis hors de cause.

Le Tribunal a condamné enfin, sur plainte de M. Judet, six rédacteurs du journal les *Droits de l'Homme* à 500 francs d'amende et chacun à 1,000 francs de dommages-intérêts.

Et ce n'est pas encore fini!

La Chambre des appels correctionnels a prononcé, hier, l'acquiescement du Brigadier Roncy qui, au lendemain des manifestations d'Auteuil, avait été condamné à un mois de prison pour avoir, d'après le rapport invraisemblable d'un agent, pris parti pour un insulteur de la police.

Hier, à la 9^e Chambre correctionnelle, M. Lajeune-Vilar a été condamné, pour diffamation envers M. Paul Ollendorff, à 1,000 fr. d'amende, 10,000 fr. de dommages-intérêts et dix insertions de 100 francs.

M. Lajeune-Vilar avait fait défaut. George Grippon.

AVIS DIVERS

Après le repas, prendre un verre de MOKATINE

LES ANALYSES MEDICALES (urines, crachats, sang, etc.) exigent un outillage perfectionné et une grande science. Elles sont exécutées d'une façon irréprochable dans

LE LABORATOIRE MODÈLE DE LA PHARMACIE NORMALE rue Drouot, 19

par l'un des directeurs, ancien chef de laboratoire de la Faculté de médecine de Paris. Eau de Source de Liancourt, 45 c. la bout.

Un obscur redevient clair instantanément avec le DUVET DE NINON, poudre de riz de la Parfumerie Ninon, 31, rue d'Angoulême.

Nouvelles Diverses

AU PARQUET

Le 17 courant, Mme Beau mourait à l'hôpital Cochin, des suites de graves blessures, qu'elle avait reçues de son mari, au cours d'une vive discussion.

M. Lemerrier, juge d'instruction, chargé de cette affaire, a commis le docteur Thoinot pour faire l'autopsie du cadavre.

Sur mandat de M. Lemerrier, juge d'instruction, M. Guénin, commissaire de police, a procédé hier à l'arrestation de M. William Hastings, solliciteur américain, qui avait menacé de mort M. Chalot, agent d'affaires.

M. Fabre, juge d'instruction, a reçu hier, dans l'après-midi, le rapport des experts commis à l'examen des responsabilités de la catastrophe qui s'est produite, le 18 décembre dernier, rue des Apennins.

On ne connaît pas encore la conclusion des experts.

La Préfecture de police nous communique la note suivante:

«Les inspecteurs du travail dans l'industrie constatent fréquemment, chez les industriels, le passage d'individus qui se présentent, au nom de la Préfecture de police et menacent d'un procès-verbal, si on refuse de leur acheter deux affiches de la loi de 1808, sur les accidents, au prix de 50 centimes l'une.»

«Jamais l'Inspection, ni la Préfecture de police ne vendent des affiches quelconques.» «Les individus en question sont simplement des voleurs. Nous tenons à mettre les industriels en garde contre ce genre d'exploitation.»

DERNIERS ÉCHOS DE L'ORAGE

Nous avons énuméré rapidement les accidents causés par l'orage de mardi. Le plus grave, ou pour mieux dire le plus inquiétant, a été l'écroulement et l'inondation des galeries du Métropolitain, rue de Lyon.

Il était six heures et la pluie tombait à torrents, lorsque tout à coup, à l'angle de l'avenue Ledru-Rollin, la chaussée s'effondra avec un bruit sourd, lançant à terre une excavation de cent mètres carrés de surface et de trois mètres de profondeur. Une gerbe d'eau énorme, partie d'un des angles de l'excavation, s'abattit ensuite sur les débris, les noya, puis envahissant la galerie du Métropolitain, transforma celle-ci en un véritable canal: l'égoût collecteur de la rue de Lyon venait de se rompre, et ses eaux, poussées avec une force irrésistible, avaient en quelques secondes miné et détruit la voûte, à peine achevée, de cette partie du Métropolitain.

Ce fut de tous côtés un cri de terreur. On savait que près de trois cents ouvriers travaillaient là. Avalent-ils pu se sauver? N'étaient-ils pas engloutis?

Un hasard providentiel avait empêché une terrible catastrophe. Quelques minutes avant, en effet, les lampes électriques qui servent à l'éclairage du souterrain s'étaient, par suite d'un accident de machine, subitement éteintes. Les ouvriers, qui devaient, à six heures, cesser le travail et être remplacés par leurs camarades de l'équipe de nuit, gagnèrent alors les puits d'accès et remontèrent au jour. Ils avaient donc tous quitté les chantiers lorsque l'écroulement se produisit.

Cependant quelques-uns manquaient à l'appel. Le colonel Detalle, des sapeurs-pompiers, et M. Laurent, secrétaire général de la Préfecture de police, envoyèrent alors chercher

un bateau qu'on descendit dans le souterrain; des pompes et un contremaître y prirent place, et, naviguant tant bien que mal, explorèrent, sur les indications de M. Debrance, directeur administratif des travaux, les galeries voisines vers la gare de Lyon et vers la Bastille. Ils ne trouvèrent rien, car, pendant leur exploration, les ouvriers manquant étaient revenus et à sept heures, le personnel se trouvait au complet.

On s'est alors occupé d'épuiser l'eau. Ce travail a duré jusqu'à minuit. Hier matin on a commencé le déblayage.

Le parcours des omnibus et tramways a dû être modifié sur plusieurs points, notamment rue de Rivoli, entre la rue Nicolas-Flamel et le boulevard de Sébastopol, par suite d'un affaissement, au Métropolitain également.

Hier, à quatre heures moins le quart, un affaissement s'est produit sur le trottoir en face de la taverne Degrémont, faubourg Montmartre, à l'angle de la rue de Maubeuge. C'est le remblai des puits de la Compagnie d'électricité qui a cédé et produit l'excavation.

M. Lavassor, ingénieur, a pris les mesures de précaution nécessaires.

Enfin, à la brasserie Blaisot et Muller, en face, rue de Châteaudun, la conduite du « tout à l'égout » a crevé et une cave a été inondée... ce qui a donné aux Parisiens ce spectacle rare, mais peu attrayant, de la Compagnie Richer faisant opérer en plein jour ses pompes et ses tonneaux.

Un de ces petits accidents de Paris qui, sans avoir une gravité réelle, émotionnent bien péniblement.

A trois heures moins le quart, le fiacre n° 9392 de la Compagnie générale, conduit par le cocher Désiré Leblanc, s'est croisé, au carrefour de Châteaudun, avec l'omnibus de Clichy-Odeon. Une des roues de l'omnibus a passé sur le pied du cheval et lui a enlevé complètement le sabot de la jambe droite de devant.

Et le pauvre animal est resté avec son pied sanglant dans le châteaillon s'écroulant, couché à terre, se tordant de douleur, en attendant qu'une voiture de la Compagnie vint l'enlever pour le faire abattre !

Jean de Paris.

Mémoire. — Une jeune fille de dix-sept ans, Hermance Vergoin, habitant rue des Fourneaux, a été renversée hier, avenue d'Orléans, par un tapissier dont les roues lui ont brisé le tibia.

J. de P.

Informations

A l'Académie de médecine. — M. le docteur Raymond, professeur de clinique des maladies nerveuses à la Faculté de médecine, médecin de la Salpêtrière, a été élu membre de l'Académie à la presque unanimité des voix — 80 contre 1. M. le docteur Déjerine et 4 à M. le docteur Vaillant.

Banquet. — Hier, au banquet donné par le Voltaire à son rédacteur en chef, Paul Desguys, gros succès pour la petite revue de circonstance, écrite par nos spirituels confrères Fernand Rouget et A.-J. de Mauprey : *Paris-Fausse-ai*, ou une jeune et exquise débutante, Francine Samic, s'est taillé le plus éclatant triomphe. De nombreux bravos ont accueilli aussi une désolante pochade : *Champignon malgré lui*, où l'excellent Girault, Georges Barbier et la charmante Samic se sont partagés les applaudissements.

A L'HOTEL DE VILLE

Séance orageuse au Conseil général, sous la présidence de M. Thuillier.

M. Navarre dépose le vœu suivant :

Le Conseil,

Considérant que la loi dispense le jury et les Conseils de guerre de motiver leurs verdicts ou leurs arrêts ;

Considérant que ces verdicts ou ces arrêts pourraient être complètement modifiés si le jury et le juge étaient tenus de les expliquer et de les justifier ;

Considérant qu'il peut en résulter qu'un verdict ou un arrêt, non motivé, soit entaché de suspicion ;

Emet le vœu : que le Parlement introduise dans nos Codes l'obligation de motiver tous les verdicts et tous les arrêts.

Ce vœu est adopté.

Puis M. Rendu demande de passer à l'ordre du jour sur la proposition de MM. Jacquemin et Thomas tendant à la suppression des Tribunaux militaires en temps de paix.

M. Thomas s'attache à démontrer l'incompétence juridique des Tribunaux militaires. M. Colly renchérit, et le préfet de la Seine se lève pour protester contre certaines expressions dont se sont servis les orateurs pour appuyer leur discussion.

Après quelques observations présentées par MM. Basset, Arthur Rozier, Veber, André Lefèvre et Géliz, la proposition de MM. Jacquemin, Thomas et Colly est mise aux voix. Elle est votée par 44 voix contre 24.

Henri Hamois.

Figaro à la Bourse

Mercredi 21 juin.

L'Extérieure espagnole, hier à 63 65, à 61 50, à 61 07 et 61. Sans qu'aucune nouvelle rumeur ait circulé, de grosses ventes

ont encore été effectuées, pour compte français aussi bien que pour compte étranger.

Le Rio Tinto passe de 1,035 à 1,032, les cours extrêmes étant 1,014 et 1,034.

Ces mouvements de cette importance produisant sur les valeurs aussi notables, on ne peut pas espérer que les autres s'en tirent sans dommage. De fait, la séance d'aujourd'hui ajoute un nouveau numéro à la liste déjà longue des mauvaises séances que nous avons subies depuis le commencement de la crise ministérielle. La prolongation de cette crise et l'avortement de toutes les combinaisons et de tous les projets sont les causes principales de l'accentuation de la baisse, qui gagne de proche en proche, et prend des allures de cercle vicieux. Paris fléchit. Londres, Vienne et Berlin faiblissent sur Paris. Paris, voyant fléchir les places du dehors, s'alourdit encore ; et ce nouvel alourdissement a un effet de répercussion à Berlin, Londres et Vienne. Et ainsi de suite. C'est le gâchis, le pur et simple gâchis.

Mais aujourd'hui, comme les jours précédents, la baisse ne meurtrit sérieusement que les valeurs de spéculation, au premier rang desquelles brillent — de quel triste éclat ! — celles que nous avons nommées au début de cet article. Les autres sont en baisse également : vous ne voudriez pas qu'elles montassent en ce moment-ci ! Mais leurs montées, pour sembler qu'elles soient quelquefois, sont loin d'être en harmonie avec celles du Rio et de l'Ext. Il y a eu de la résistance, il n'y a pas à dire ; on parvient encore, dans beaucoup de cas, à ne pas fermer au plus bas.

Les Rentes françaises sont comparativement fermes. Le 3 0/0 gagne même 5 centimes à 101 30, après 101 35 et 101 22 ; le 3 1/2 0/0 à 102 50 au lieu de 102 45 ; le 4 1/2 0/0 à 103 20 sans changement et le 3 1/2 0/0 gagne 5 centimes.

Les rentes étrangères sont faibles, mais sans excès. L'Italien cote 95 60, après 95 52 ; c'est une moins-value de 10 centimes sur hier. Le Turc C s'inscrit à 26 30 au lieu de 26 55, le Turc D à 22 92 au lieu de 22 90 ; la Banque ottomane à 501 au lieu de 503. Les rentes russes sont, pour les séries les plus faibles, également faibles, notamment les rentes fédérales du Brésil. Les titres provinciaux ne bougent pas.

La Banque de Paris et des Pays-Bas recule encore de 1,035 à 1,032. Pour le Foncier à 725 et le Lyonnais à 949, les moins-values sont de 5 et 7 francs. Elles sont moins sensibles, au point de se réduire à rien ou presque rien, sur le Comptoir à 612, la Banque spéciale des valeurs industrielles à 234, la Société générale à 600, la Banque internationale à 620, etc.

Le Lyon à 1,885 et le Nord à 2,165, seuls chemins cotés à terme, sont plutôt fermes ; ils se comportent comme nos rentes.

Parmi les valeurs industrielles, quelques-unes ont encore été l'objet d'un traitement sévère. C'est ainsi que la Thomson-Houston recule de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,615 ; le Gaz, sans changement à 1,370 ; l'Oméga, de 35 fr. à 4,415 après 4,405 et 4,445, que la Tracta fléchit de 20 fr. à 275, que la De Beers est en nouvelle diminution de 10 fr. à 685, et que la Sosnovia, à 2,615, s'inscrit à 105 francs au-dessous de son cours d'hier. Mais il est en quelques-unes qui, au contraire, montrent des dispositions à plus de fermeté, tels le Suez, en léger progrès de 3 fr. à 3,

